

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50F

MERCREDI 27 AVRIL 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50F

EDITORIAL

1^{er} MAI

NE COMPTONS QUE SUR NOS

LUTTES POUR CHANGER NOTRE SORT

Le premier Mai arrive cette année dans une situation politique particulière.

Situation qui est marquée par la défaite du pouvoir en place aux dernières élections municipales. La gauche l'a en effet emporté à ces élections. Et dès lors chacun, à droite comme à gauche prépare activement les prochaines élections législatives de 1978.

C'est dire qu'en ce Premier Mai, les grandes organisations ouvrières fondent déjà-ici comme en France- leurs espoirs sur une arrivée de la gauche au gouvernement en 78. Elles entretiennent soigneusement cet espoir chez les travailleurs.

Mais, si beaucoup de travailleurs attendent l'arrivée au pouvoir de la Gauche française, il n'en est pas moins vrai que ceux qui veulent changer leur sort en luttant sont nombreux.

Depuis quelques semaines, on assiste à une vague de grèves qui montrent bien la combativité dont font preuve actuellement les travailleurs.

En particulier en Guadeloupe, ce sont les travailleurs du commerce qui tiennent le devant de la scène. Depuis près de trois semaines ces travailleurs mènent un combat plein de détermination contre un patronat arrogant qui refuse de reconnaître le droit de grève aux travailleurs.

Ce sont aussi les travailleurs de la Colas en Martinique qui ont refusé de se laisser licencier par leur patron. Leur action prouve que les travailleurs ne sont pas décidés à attendre un changement de gouvernement-si changement il y a- après les élections de 78 pour se battre et s'occuper eux mêmes de changer leur sort.

C'est bien dans cette voie-là que doivent s'engager les travailleurs. Ils n'ont pas à se fier à un gouvernement futur de gauche, chargé de diriger l'état bourgeois, et donc de gérer les affaires de la bourgeoisie, pour voir changer leur situation.

Le Premier Mai doit être pour les travailleurs l'occasion de réaffirmer leur volonté de lutte, de crier au gouvernement et aux patrons leur mécontentement.

Les manifestations du 1^{er} Mai doivent être l'occasion de dire que l'on veut un changement et un changement réel.

C'est l'occasion de dire bien haut

guadeloupe

ceux du commerce continuent

Après vingt jours de grève, les employés de commerce des Ets Reynoir et Unimag tiennent bon.

Jeudi, vendredi et samedi, ils ont reçu le soutien des employés de Supérette et de la Sofroi.

Vendredi soir, le SPECOG a tenu une réunion d'information au cours de laquelle les employés ont réaffirmé leur volonté de poursuivre l'action jusqu'à satisfaction.

Le patronat se montre toujours aussi arrogant. Il a certes tenté de provoquer des discussions avec le syndicat SPECOG, mais en exigeant chaque fois comme préalable la reprise du travail.

Mieux encore, le patron d'UNIMAG, Aubéry a essayé de provoquer une reprise du travail en invitant les travailleurs à une soi-disant réunion au sein de l'entreprise, au cours de laquelle il n'a fait aucune proposition.

Les positions du patronat sont tout simplement scandaleuses. Elles constituent une réelle provocation, car c'est une at-

teinte à la liberté syndicale et au droit de grève.

Les Rimbaud, Aubéry et consort ont une telle attitude parce qu'ils se savent soutenus par la préfecture et par la presse aux ordres. Rimbaud se sert, sans retenue des colonnes de France-Antilles pour tenter de briser la grève et pour lancer des appels à la répression contre les grévistes.

La réponse des travailleurs à cette provocation est de renforcer leur mouvement, le faire mieux connaître à l'ensemble de la population, et organiser la solidarité et le soutien matériel et moral des autres travailleurs.

Il ne peut être question de reprendre le travail dans de telles conditions. Mais que Rimbaud se détrompe les travailleurs ne tomberont pas dans son piège. Leur lutte courageuse n'est pas une lutte pour l'ouverture des négociations mais bien une lutte pour obtenir satisfaction sur leurs revendications. Les travailleurs doivent être vigilants. Ils gagneront!

COMMENT ON FAIT FORTUNE EN GUYANE

Monsieur Morvand, colon français ne s'embête pas, du moins il ne semble pas avoir d'énormes problèmes pour faire de l'argent dans le gros domaine qu'il s'est constitué en Guyane.

Le journal "Le Monde" nous apprend que son ranch s'étend (pour l'instant) sur la minuscule superficie de 320 Ha, dont 120 ont déjà été défrichés. Pour ce faire, ce colon a reçu 43 millions d'ancien francs de l'administration qui lui prête d'ailleurs 140 autres millions. Et il affirme "je ne me plains pas", pourquoi le ferait-il, on se demande?

Cette mirifique affaire (élevage, vergers, rizières), doit beaucoup, mis à part l'argent des contribuables avancés par le gouvernement de Stirn, aux ouvriers agricoles brésiliens payés au mépris des lois existant : 50F par jour.

Voilà le genre de déclaration que peut faire un gros colon et ceci, sans aucune vergogne, alors que les paysans guyanais n'ont jamais reçu de telles facilités pour pouvoir s'établir dans leur propre pays.

RÉUNION PUBLIQUE

COMBAT OUVRIER

MUTUALITE DE POINTE A PITRE

A 19H30
=====

thème : - 1^{er} MAI

- QUEL PROGRAMME POUR LES LUTTES DES TRAVAILLEURS ?

Faut-il attendre les prochaines législatives pour se battre contre les effets de la crise et contre le plan Barre. VENEZ NOMBREUX!

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronde du Journal : Pointe-à-Pitre
5^{ème} supplément au mensuel N°73

EDITORIAL

suite

qu'on en a assez du pouvoir colonial, de ses injustices et de ses inégalités.

Le Premier Mai, tous les travailleurs du monde entier affirment ensemble qu'ils sont une seule et même classe. Ils affirment de part le monde leur volonté d'en finir avec un monde fondé sur les inégalités sociales et l'exploitation capitaliste.

Qu'aux Antilles, ce Premier Mai soit une journée de lutte où tous les travailleurs se rejoignent pour affirmer que ce monde laid, injuste et barbare, ils veulent en voir la fin.

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS.

MARTINIQUE

L'abattoir départemental en déficit

De nombreuses protestations s'étaient élevées en leur temps contre le fonctionnement de l'abattoir départemental ultramoderne.

Beaucoup de gens avaient vu dans les déboires autour de cet abattoir des manœuvres pour favoriser les magnats de l'importation de viande - la SOFRIMA - et ruiner les producteurs locaux.

Or voilà qu'après six mois d'exercice, les capitalistes Despointes et Cie, annoncent que l'abattoir est en faillite. Il y aurait un déficit dans la gestion de 17 millions d'anciens francs.

Mais le plus curieux dans cette affaire, c'est que les gérants réussissent à perdre de l'argent en vendant à un prix plus élevé que ce qui est admis légalement. Il semblerait que ce soit le cas pour des carcasses qui auraient été vendues plus chères que le prix légal...

On a bien l'impression que les requins qui ont nom Despointes, Lutber... capitalistes de la SOFRIMA ont un boeuf sur la langue en ce qui concerne leur trafic dans la gestion de cet abattoir départemental. Mais qu'ils en mettent plein la vue au public sur une prétendue faillite.

martinique

MARIN: Charron sévit. Gare au retour de bâton.

Charron, le nouveau maire du Marin n'aura pas attendu longtemps pour mettre en oeuvre le magnifique programme d'actions sociales qu'il annonçait à grands renforts de tambour et de trompette au lendemain de son élection. En effet après avoir fait ôter des bornes-fontaines dans des quartiers qui n'avaient pas la réputation de lui être politiquement favorables, il vient de s'attaquer maintenant à cinq employés municipaux. Ainsi, il a tout simplement baissé le salaire de deux employés et en a obligé trois autres qui travaillaient à la cantine à se charger de travaux rebutants comme le nettoyage des poubelles et des cabinets.

FRANCE

Georges Marchais aux patrons :

LA GAUCHE AU POUVOIR, C'EST L'INTERET DE 99% D'ENTRE VOUS...

Nous publions ci-dessous un compte rendu de la rencontre entre Georges Marchais et les patrons lors d'une émission télévisée.

Evidemment la télévision coloniale n'a pas jugé bon de retransmettre cet entretien, tout comme nous ne verrons certainement pas l'émission Tribune Libre à laquelle a participé Arlette Laguiller en France.

FR3 s'est donné pour mission ou consigne d'éviter sur ses écrans tout débat politique qui pourrait être instructif pour les téléspectateurs.

Voilà donc ces extraits d'un article paru dans un journal révolutionnaire français LUTTE OUVRIERE:

" Et quelques unes de ses répliques furent édifiantes (Georges Marchais). Est-ce que le Programme commun est la première étape vers le socialisme ? Mais pas du tout voyons. " Certes nous pensons que seul le socialisme peut libérer les travailleurs, mais le socialisme n'est pas à l'ordre du jour ". La libération des travailleurs n'est donc pas pour demain. Et d'ailleurs " nous sommes Français " nous voulons donc un socialisme aux couleurs de la France ". Et Marchais de sous entendre que la France perdrait ses couleurs si elle ...perdait son secteur de l'industrie privée.

Marchais a été formel. Les nationalisations prévues par le Programme Commun

concernent seulement "1% des entreprises et 15% de la production" " Il vous restera donc 85% des travailleurs à...faire travailler" Nous avons bien crû qu'il allait dire ...à exploiter. Marchais s'est repris à temps.

Il y a une petite phrase dans le programme commun qui laisse entendre que les travailleurs de n'importe quelle entreprise pourront réclamer la nationalisation de celle-ci. Eh, bien figurez-vous, ce n'est pas du tout du fait du parti communiste. Et puis, et puis, et Marchais a tenu à insister là-dessus: " certes le programme commun reconnaît ce droit aux travailleurs, mais c'est du parlement et de lui seul que dépendra, en dernier ressort toute nationalisation " Les travailleurs n'ont donc que le droit ...de demander.

Dans sa volonté de rassurer, de démontrer, Marchais a même été jusqu'à dire : "Le Parti Communiste a aujourd'hui 10.000 cellules d'entreprise. Et qu'est ce que cela change ? Avec la politique d'un Marchais, évidemment, rien de fondamental.

Le plus significatif, en définitive, c'est peut être la question du présentateur: " chaque fois que la gauche est venue au pouvoir, à chaque fois elle a laissé une réforme sociale d'importance, comme par exemple les congés payés en 1936. Alors si demain l'Union de la Gauche vient au gouvernement, quelle est donc la réforme sociale importante qu'elle effectuera ? " Marchais n'a finalement rien répondu "

Guadeloupe

QUAND LE PRINCIPAL FRAUDEUR PRÉTEND STATUER SUR LES FRAUDES

Dans onze communes de la Guadeloupe, les élections municipales sont contestées encore une fois. Il s'agit en particulier de Ste Anne (pour la deuxième fois), Ma-

rigot (St Martin), Grand-Bourg (Marie-Galante), Baie-Mahault, Gosier et Moule.

A chaque élection municipale, c'est le même scénario aux Antilles.

Ces élections sont une telle mascarade que, entre les irrégularités réelles, les pressions de la préfecture pour faire et défaire les élections, les manœuvres électlectorales des candidats malheureux cherchant la moindre petite faille, on ne s'y retrouve plus.

Le suffrage universel ne représente déjà plus grand chose en France; dans les colonies, c'est un ersatz bien pâle que nous avons, car, ici, c'est sans fard, au su et au vu de tous que la fraude la plus grossière est perpétrée.

Tribunaux administratifs, juristes, commissaires du gouvernement statuent sur tel ou tel cas, généralement en fonction des intérêts politiques et des pressions du gouvernement. Le droit dans tout cela, la justice, ne sont qu'une parodie.

Alors l'état bourgeois, fraudeur lui-même ne s'étonne pas que les apprentis sorciers formés à son école se révèlent plus brillants que lui en la matière. Et que, à la longue la population se détourne de plus en plus des urnes pour l'abattre par d'autres voies.

ACHETEZ, LISEZ LE MENSUEL

COMBAT OUVRIER N° 73